

50e anniversaire de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs : Nous avons besoin d'une vision à long terme pour les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent

Que serait le Canada sans les Grands Lacs et le Saint-Laurent ? On ne saurait trop insister sur l'importance des lacs Supérieur, Érié, Huron, Michigan et Ontario, ainsi que du fleuve Saint-Laurent, pour notre économie et pour des millions de Canadiens. Ils sont intrinsèquement liés à notre histoire, contiennent près de 20 % de l'eau douce de surface de la planète et fournissent de l'eau potable à un Canadien sur quatre. Le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent abrite également près de la moitié de la population du Canada et soutient une économie régionale d'une valeur de 6 billions de dollars américains.

Bien que la plupart des Canadiens ne pensent pas régulièrement aux contributions du bassin à notre qualité de vie, un immense travail est effectué quotidiennement pour protéger et gérer cette ressource d'eau douce vitale. Les gouvernements fédéraux, provinciaux, étatiques et municipaux, ainsi que les communautés autochtones du Canada et des États-Unis sont des acteurs et des bailleurs de fonds clés. Ils sont soutenus par un écosystème diversifié d'agences binationales et d'organisations non gouvernementales qui travaillent activement à l'élaboration de politiques, à la mise en œuvre de programmes et à la mise à disposition de ressources sur le terrain pour la participation des citoyens et les efforts de nettoyage et de restauration. Une grande partie de ce travail important est soutenu par l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (l'Accord *GLWQA* en anglais).

Ce mois-ci, nous célébrons le 50e anniversaire de l'Accord *GLWQA*, l'un des exemples les plus marquants en Amérique du Nord de collaboration transfrontalière visant à résoudre des problèmes environnementaux et à gérer conjointement une ressource naturelle partagée. Cet accord historique a permis d'accélérer l'assainissement de certains des secteurs les plus contaminés des Grands Lacs, tout en établissant un cadre pour une coopération binationale continue. Alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire de l'Accord *GLWQA*, nous devons renforcer notre partenariat en vue de relever les défis actuels auxquels sont confrontées nos voies navigables.

Malgré 50 ans de travail conjoint pour relever les défis de la qualité de l'eau, nous sommes loin de déclarer "mission accomplie". Nous devons encore faire face à des menaces qui pourraient nuire gravement à la viabilité et à l'habitabilité de notre région - les efflorescences algales toxiques qui menacent l'accès à l'eau potable, les milliers de tonnes de plastiques et de microplastiques qui aboutissent chaque année dans les Grands Lacs et les espèces aquatiques envahissantes qui font des ravages dans nos pêcheries et nos infrastructures. De plus, les communautés côtières sont confrontées aux effets dévastateurs du changement climatique.

Il semble que, face à ces défis croissants, le Canada et les États-Unis accordent un regain d'intérêt aux Grands Lacs. Récemment, l'administration Biden et le Congrès américain ont fait adopter un investissement d'un milliard de dollars dans la restauration des Grands Lacs dans le cadre de la Loi sur les investissements dans les infrastructures et les emplois. Au nord de la frontière, le gouvernement fédéral s'est engagé à lancer une Agence canadienne de l'eau et à renforcer le Plan d'action pour l'eau douce, qui prévoit un investissement d'un milliard de dollars sur dix ans.

Alors que les deux nations signalent un engagement renforcé à l'égard des ressources en eau douce de notre région, nous avons l'occasion d'élaborer conjointement une vision ambitieuse non seulement pour restaurer nos voies navigables, mais aussi pour favoriser une prospérité propre et intelligente dans le bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Cette vision devrait s'appuyer à la fois sur un Accord *GLWQA* modernisé, dont la dernière mise à jour remonte à 2012, et sur un plan binational de développement d'une «économie bleue» des Grands Lacs, centrée sur l'utilisation responsable et durable de nos ressources en eau douce.

Les villes des Grands Lacs sont des acteurs de première ligne dans la gestion des impacts de la pollution de l'eau, des changements climatiques et d'autres stress sur nos rivages. Elles sont également des acteurs importants dans les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Pour ces raisons, les municipalités de l'ensemble du bassin sont prêtes à contribuer à l'évolution de notre région vers une économie innovatrice et intégrée axée sur l'intégrité des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, tout en tirant parti du plein potentiel de ces ressources abondantes, mais fragiles. Pour y parvenir, ils ont besoin du leadership d'Ottawa et de Washington, qui doivent reconnaître que la santé économique et environnementale de notre région dépend d'investissements et d'un engagement soutenus pour maintenir la viabilité - et tirer parti du plein potentiel - de ces voies navigables essentielles.

Il y a près de 70 ans, les deux pays ont entrepris la construction de la Voie maritime du Saint-Laurent, un corridor de navigation clé en Amérique du Nord. Puis, il y a 50 ans, nous nous sommes à nouveau réunis pour prendre des mesures concrètes afin de protéger les ressources en eau douce des Grands Lacs. Alors que nous célébrons ces étapes importantes, les villes du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent veulent voir nos gouvernements nationaux s'engager une fois de plus à promouvoir une vision à long terme pour protéger et exploiter nos ressources en eau douce de manière durable, inclusive et responsable.